

Commune de **VIENNE**

Vienne
Condrieu
Agglomération

Vienne
Qualité de VILLE



Plan Local d'Urbanisme

**Modification de droit commun n°2
Dossier d'enquête publique**

Pièces administratives

ARRETE N° A24-22

Objet : Arrêté engageant la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vienne

Le Président de Vienne Condrieu Agglomération,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vienne approuvée par délibération n°19-07 du Conseil Communautaire de Vienne Condrieu Agglomération le 12 février 2019,

Vu la délibération n°23-111 du Conseil Communautaire de Vienne Condrieu Agglomération en date du 9 mai 2023 approuvant la modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la mise à jour du PLU de Vienne par arrêté n°A22-26 du Président de Vienne Condrieu Agglomération en date du 07 décembre 2022 pour prendre en compte l'arrêté préfectoral n°38-2022-04-15-00007 qui porte révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Isère

Considérant que la commune de Vienne souhaite faire évoluer son PLU sur plusieurs points :

- Apporter des adaptations techniques au règlement notamment sur les dispositions concernant :
 - les dispositifs d'énergie renouvelable tout en garantissant une intégration architecturale,
 - les possibilités d'implantation des piscines pour une meilleure intégration paysagère
 - les modulations de hauteurs en zone Ua dans le cadre de cohérence avec les bâtiments avoisinants
 - le renforcement de la végétalisation des espaces bâtis
 - les implantations des annexes en zone UB
 - le mode d'application des règles de stationnement en cas d'extension
- Adapter la formulation des protections paysagères identifiées au titre de l'article L151-19 et renforcement des règles de préservation des espaces arborés
- Faciliter la reconversion de certaines friches industrielles de l'espace urbain en particulier dans la vallée de la Gère, en vue de la requalification de ces sites.
- Prendre en compte l'évolution du contexte local :

Le PLU approuvé en 2019, définit des zones Ua correspondant au bâti historique, des zones Ub de densification au bâti plus hétérogène et des zones Uc à dominante pavillonnaire. Toutefois, il s'avère que certains classements ne correspondent pas aux tissus bâtis. Aussi il s'agit de réajuster ces zonages à la réalité des tissus urbains, et d'intégrer les différences de paysages et formes urbaines de façon plus affinée.
- Mettre à jour la liste des emplacements réservés,
- Réajuster le zonage du PLU afin d'unifier le zonage du futur musée départemental,
- Confirmer les orientations de préservation des espaces de production agricole par un meilleur encadrement des projets photovoltaïques en zones A et N.
- Faire évoluer le zonage, le règlement du site de renouvellement urbain de Vienne-Sévenne afin d'améliorer leur opérationnalité.
- Intégrer les modifications de la charte colorimétrique des devantures commerciales

Considérant que toutes ces évolutions envisagées entrent bien dans le champ d'application de la procédure de modification régie par les articles L.153-36, L.153-37, L.153-38, L.153-40, L.153-40-1, L.153-41, L.153-43, L.153-44, R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, dans la mesure où celles-ci :

- ne modifient pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables du PLU en vigueur
- ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels
- ne comportent pas de graves risques de nuisance

Considérant que l'initiative de la procédure de modification appartient au Président de Vienne Condrieu Agglomération ;

ARRETE

Article 1 : En application des dispositions de l'article L.153-37 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification n°2 du PLU de Vienne est engagée.

Article 2 : Le projet de modification n°2 du PLU de Vienne a pour objectifs :

Objet 1 – Apporter des adaptations au règlement

- Concernant les systèmes de production domestique des ENR
Il est ajouté des précisions concernant l'intégration des panneaux solaires (intégration architecturale en toiture, en façade) dans les zones à dominante résidentielle
- Concernant les évolutions d'implantation des piscines
Le retrait des piscines vis-à-vis des limites du terrain est réduit pour faciliter les implantations, et prévoit des adaptations pour éviter de détruire des espaces plantés
- Concernant l'adaptation des règles de hauteur dans la zone Ua
La hauteur maximale en zone Ua (centrale) peut être adaptée pour tenir compte des hauteurs du bâti existant à proximité.
- Concernant le renforcement de la végétalisation des espaces bâtis
Le règlement renforce la densité de plantation pour toute opération : 1 arbre pour 100m²
Il précise également la définition de la notion de pleine terre végétalisée qui n'avait pas été portée dans le règlement précédent.
- Concernant les implantations des annexes en zone UB
Il est intégré un retrait vis-à-vis de la voie (en assouplissement du précédent règlement qui exigeait l'alignement).
- Concernant les précisions sur l'application des règles de stationnement en cas d'extension
Il s'agit de préciser que pour les extensions non créatrices de logements, il n'est pas exigé de stationnement supplémentaire.

Objet 2 : Adaptation de la formulation des protections paysagères identifiées au titre de l'article L151-19 et renforcement des règles de préservation des espaces arborés

Le règlement est complété sur les espaces non identifiés au titre de l'article L151-19 par des mentions permettant soit de préserver soit de compenser au double les sujets arborés qui seraient impactés par un projet de construction.

Objet 3 : Faciliter la reconversion des espaces de friches industrielles de l'espace urbain

L'ancienne usine BEAL vallée de Gère, peut être reconvertie pour un autre usage qu'industriel. Il s'agit de la reclasser en zone multifonctionnelle classique comme les parcelles adjacentes.

Objet 4 : Ajuster le zonage sur des sites en prenant en compte les typologies urbaines et paysagères existantes (zones Ub et Uc)

Dans les zones Ub et Uc existantes, il est mis en place des sous-secteurs Uba et Uca pour faciliter l'intégration des nouvelles opérations dans le paysage bâti (transitions volumétriques) et végétales (gradation des coefficients de végétalisation en fonction du taux de végétalisation des sites dans lesquels ils s'inscrivent).

Objet 5 : mise à jour des emplacements réservés

L'emplacement réservé n°9 envisagé initialement est abandonné au regard des difficultés techniques qui seraient induites par la présence d'une construction.

L'emplacement réservé n°10 destiné à la création d'une voirie dans le quartier de Charlemagne est partiellement supprimé pour intégrer les résultats des études environnementales qui ont relevé la présence de zones humides sur site.

L'emplacement réservé n°12 est supprimé dans la mesure où le futur musée départemental de Vienne est en cours de réalisation.

L'emplacement réservé n°13 pour la réalisation d'un cheminement piétonnier est réajusté suite aux études topographiques en vue de sa réalisation. Un parcours plus opérationnel est mis en place.

Objet 6 : La modification du zonage pour faciliter la réalisation du nouveau musée

Un nouveau musée départemental est prévu dans le centre. Le zonage Ue qui avait été mis en place en vue de ce projet, ne correspond plus suite aux études et acquisitions foncières. Il est adapté à la marge pour correspondre au périmètre du projet

Objet 7 : Confirmer les orientations de préservation des espaces de production agricole par un meilleur encadrement des projets photovoltaïques en zones A et N.

Les différentes lois récentes ont permis d'éclaircir les conditions de développement des centrales photovoltaïques. Il s'agit d'intégrer au règlement ces éléments en vue d'une clarification des implantations : agrivoltaïque dans le strict cadre de la loi, et centrales photovoltaïques uniquement sur les terrains artificialisés ou ne présentant pas d'enjeu en conformité avec la loi et le décret d'application.

Objet 8 : Faire évoluer le zonage et le règlement du site de renouvellement urbain de Vienne-Sévenne

Le site de renouvellement urbain fléché dans le PLU en vigueur est en phase opérationnelle. Aussi les phasages et périmètres projetés initialement sont apparus ponctuellement difficiles à mettre en œuvre. Le zonage est adapté aux réalités opérationnelles en redécoupant les secteurs opérationnels définis ainsi que le règlement.

Objet 9 : remplacer la charte colorimétrique de la ville par une nouvelle charte mise à jour

La charte colorimétrique de la ville de Vienne annexée au PLU a évolué, la nouvelle charte est annexée en remplacement.

Article 3 : Le dossier sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme en application de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme.

Article 4 : Le dossier fera l'objet d'une demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de réaliser une évaluation environnementale conformément aux articles R.104-33 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme (demande d'examen au cas par cas de type « ad-hoc »)

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Vienne Condrieu Agglomération et en mairie de Vienne durant 1 mois, ainsi que d'une mention en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait à Vienne, le 29 OCT. 2024

Pour le Président,
La 1^{ère} Vice-Présidente



Claudine PERROT-BERTON



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 janvier 2025

Date de la convocation : 21 janvier 2025

Nombre de conseillers en exercice : 51

Etaient Présents :

M. Thierry KOVACS, Président

M. Frédéric BELMONTE, M. Erwann BINET, M. Richard BONNEFOUX, M. Christian BOREL, M. Christophe BOUVIER, M. Jacques BOYER, Mme Michèle CEDRIN, M. Christophe CHARLES, M. Alain CLERC, M. Jean-Yves CURTAUD, M. Martin DAUBREE, Mme Florence DAVID, Mme Hilda DERMIDJIAN, Mme Martine FAÏTA, Mme Annick GUICHARD, M. Nicolas HYVERNAT, M. Christian JANIN, M. Max KECHICHIAN, M. Fabien KRAEHN, M. Jean-Claude LUCIANO, M. Philippe MARION, Mme Catherine MARTIN, M. Guy MARTINET, M. Alain ORENGIA ; Mme Virginie OSTOJIC, M. Daniel PARAIRE, M. Denis PEILLOT, Mme Hélène PERDRIELLE, Mme Claudine PERROT-BERTON, M. Christian PETREQUIN, Mme Brigitte PHAM-CUC, M. Jean-Paul PHILY, M. Isidore POLO, M. Jean PROENÇA, M. Bernard ROQUEPLAN, Mme Dominique ROUX, M. Lévon SAKOUNTS, M. Thierry SALLANDRE, M. Didier TESTE, M. Luc THOMAS, Mme Béatrice TRANCHAND.

Ont donné pouvoir : Mme Dalila BRAHMI à Mme Martine FAÏTA, M. Pierre-Marie CHARLEMAGNE à M. Christophe CHARLES, M. Patrick CURTAUD à M. Jean-Claude LUCIANO, M. Marc DELEIGUE à Mme Claudine PERROT-BERTON, Mme Annie DUTRON à Mme Michèle CEDRIN, Mme Anny GELAS à M. Jean-Yves CURTAUD, M. Hubert GIRARD à M. Christian JANIN, Mme Sophie PORNET à Mme Hilda DERMIDJIAN, Mme Maryline SILVESTRE à M. Lévon SAKOUNTS.

Secrétaire de séance : M. Max KECHICHIAN

OBJET : **AMENAGEMENT URBAIN - Urbanisme** : décision relative à l'évaluation environnementale du projet de modification n°2 du PLU de Vienne

Rapporteur : Luc THOMAS

NOTE DE SYNTHÈSE

A la demande de la commune, le Président de Vienne Condrieu Agglomération a engagé la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Vienne par l'arrêté n°A24-22 en date du 29 octobre 2024.

Conformément à l'article R.104-12 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°2 du PLU de Vienne a été présenté le 18 novembre 2024 pour avis à l'autorité environnementale au titre d'un examen au cas par cas ad hoc.

L'autorité environnementale, qui a examiné le dossier, a pris en compte les points suivants :

- La commune de Vienne compte 31051 habitants sur une surface de 22,7 km² ; le taux d'évolution annuel moyen de sa population entre 2015 et 2021 est de 1,1 % ; elle fait partie de la communauté d'agglomération de Vienne Condrieu Agglomération et elle est comprise dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale (Scot) des Rives du Rhône, dont l'armature urbaine l'identifie comme polarité d'agglomération.

- Le projet de modification n°2 du PLU de Vienne a pour objet :
 - Apporter des adaptations techniques au règlement.
 - Adapter la formulation des protections paysagères identifiées au titre de l'article L151-19 et renforcement des règles de préservation des espaces arborés.
 - Faciliter la reconversion de certaines friches industrielles de l'espace urbain en particulier dans la vallée de la Gère, en vue de la requalification de ces sites.
 - Prendre en compte l'évolution du contexte local :
 - Le PLU approuvé en 2019, définit des zones Ua correspondant au bâti historique, des zones Ub de densification au bâti plus hétérogène et des zones Uc à dominante pavillonnaire.
 - Toutefois, il s'avère que certains classements ne correspondent pas aux tissus bâtis. Aussi il s'agit de réajuster ces zonages à la réalité des tissus urbains, et d'intégrer les différences de paysages et formes urbaines de façon plus affinée.
 - Mettre à jour la liste des emplacements réservés.
 - Réajuster le zonage du PLU afin d'unifier le zonage du futur musée départemental.
 - Confirmer les orientations de préservation des espaces de production agricole par un meilleur encadrement des projets photovoltaïques en zones A et N.
 - Faire évoluer le zonage, le règlement du site de renouvellement urbain de Vienne-Sévenne afin d'améliorer leur opérationnalité.
 - Intégrer les modifications de la charte colorimétrique des devantures commerciales.
- Les évolutions du PLU proposées dans le cadre de cette modification sont situées en dehors des zones de protection ou d'inventaire reconnus en matière de biodiversité, de milieux naturels et de patrimoine. Après examen, elles ne sont pas de nature à :
 - Modifier l'économie générale du projet de PLU initial ;
 - Réduire les emprises des zones agricoles zones naturelles ;
 - Impacter notablement les continuités écologiques, les milieux naturels et la biodiversité, les risques naturels, le paysage, l'air, et les besoins en eau et assainissement.

L'autorité environnementale, dans son avis n°2024-ARA-AC-3652 rendu le 14 janvier 2025, conclut que « La modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vienne n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale ».

Au vu de cet avis, conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, **le conseil communautaire peut maintenant prendre la décision de ne pas produire d'évaluation environnementale de la modification simplifiée du PLU, compte tenu de l'absence d'incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.**

En application de l'article R.153-21, cette décision sera affichée pendant 1 mois au siège de Vienne Condrieu Agglomération et en Mairie de Vienne. Enfin, elle sera jointe au dossier de la modification n°2 du PLU mis à l'enquête publique, accompagnée de l'avis de la MRAe au titre du R104-35 du code de l'environnement.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-48 et R.104-33 à R.104-37 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vienne approuvé par délibération n°19-07 du Conseil Communautaire de Vienne Condrieu Agglomération le 12 février 2019,

VU l'arrêté n°A24-22 du Président de Vienne Condrieu Agglomération en date du 29 octobre 2024 engageant la modification n°2 du PLU ;

VU la demande d'avis auprès de l'autorité environnementale enregistrée sous le numéro n°2024-ARA-AC-3652 présentée le 18 novembre 2024 par Vienne Condrieu Agglomération relative à modification n°2 du PLU de la commune de Vienne, justifiant que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

VU l'avis conforme n°2024-ARA-AC-3652 de l'Autorité environnementale en date du 14 janvier 2025 ;

VU l'avis du bureau communautaire du 14 janvier 2025 ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITÉ** :

CONFIRME au regard de l'avis de l'Autorité environnementale que le projet de modification n°2 du PLU de Vienne n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

DECIDE par conséquent de ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification n°2 du PLU de Vienne.

AUTORISE Monsieur le Président à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Délibération publiée le 03/02/2025

Pour le Président et par délégation
La Directrice Générale des Services
Virginie PAQUEN



Pour extrait certifié conforme
Pour le Président,
La 1^{ère} Vice-Présidente,


Claudine PERROT-BERTON

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU 07/01/2025

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GRENOBLE

N° E24000226 /38

Le président du tribunal administratif

Décision désignation commission ou commissaire du 07/01/2025

CODE : 1

Vu enregistrée le 19/12/2024, la lettre par laquelle Monsieur le Président de la VIENNE CONDRIEU AGGLO demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Projet de modification numéro 2 du plan local d'urbanisme de Vienne (Isère) ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2025 ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : Monsieur Bernard GIACOMELLI est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur Xavier RHONE est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de VIENNE CONDRIEU AGGLO, à Monsieur Bernard GIACOMELLI et à Monsieur Xavier RHONE.

Fait à Grenoble, le 07/01/2025.

Le vice-président,



Stéphane Wegner